



CHAPITRE 74

Loi ratifiant, confirmant et validant certaines résolutions du conseil municipal de la cité de Beauharnois, et des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois

[Sanctionnée le 11 février 1959]

CHAPTER 74

An Act to ratify, confirm and validate certain resolutions of the municipal council of the city of Beauharnois, and of the school commissioners for the municipality of the city of Beauharnois

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Préambule.

ATTENDU que Standard Chemical Limited, corps politique et corporation légalement constituée, ayant son bureau principal à Montréal et une place d'affaires dans la cité de Beauharnois, district de Beauharnois, a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle désire ériger sur sa propriété, située dans les limites territoriales de la cité de Beauharnois et de La commission scolaire de la cité de Beauharnois, une nouvelle installation comprenant des bâtisses et structures aux fins de manufacture du chlorate de sodium, qui sert, entre autres, à la fabrication du dioxyde de chlore pour le blanchissage de la pulpe et du papier;

Que le 23 octobre, 1958, le conseil municipal de la cité de Beauharnois, district de Beauharnois, a adopté une résolution établissant pour une période de dix (10) années, une évaluation fixe pour toutes fins de taxations municipales, tant ordinaires que spéciales, sur toutes les bâtisses et structures à être érigées aux fins susdites sur la base suivante:

Pour chacune des cinq premières années	\$100,000.00
Pour chacune des cinq années subséquentes	\$150,000.00;

Que, suivant cette résolution, cette période de dix (10) années, doit commencer à courir de l'entrée en production et en

Preamble.

WHEREAS Standard Chemical Limited, a body politic and corporate legally incorporated and having its head office in Montreal and a place of business in the city of Beauharnois, in the district of Beauharnois, has, by its petition, represented:

That it wishes to erect on its property situated within the territorial limits of the city of Beauharnois and of The school board of the city of Beauharnois, a new plant including buildings and structures for the manufacture of sodium chlorate used, amongst other things, to make chlorine dioxide for bleaching pulp and paper;

That on the 23rd of October, 1958, the municipal council of the city of Beauharnois, in the district of Beauharnois, passed a resolution establishing, for a period of ten (10) years, a fixed valuation for all purposes of municipal taxation, both general and special, on all the buildings and structures to be erected for the aforesaid purposes, on the following basis:

For each of the first five years	\$100,000.00
For each of the ensuing five years	\$150,000.00;

That, under such resolution, such period of ten (10) years will commence upon the entry into production and operation of

opération de la susdite usine, ou, au plus tard, le premier janvier 1960, et que les taxes annuelles en provenant ne devront, en aucun cas, être moindres que mille quatre cents (\$1,400.00) dollars pour chacune des cinq (5) premières années, et deux mille cent (\$2,100.00) dollars pour chacune des cinq (5) années subséquentes;

Que le 29 octobre, 1958, Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois, ont régulièrement adopté une résolution établissant, pour une même période et sur les mêmes bâtisses et structures de la pétitionnaire, une évaluation fixe, pour fins de taxation scolaire, sur la même base et les mêmes restrictions et conditions que celles imposées pour la cité de Beauharnois, sauf que les taxes annuelles en provenant ne devront pas être moindres que mille six cents (\$1,600.00) dollars pour chacune des cinq (5) premières années, et deux mille quatre cents (\$2,400.00) dollars pour chacune des cinq (5) années subséquentes;

Que lors de l'adoption des susdites résolutions, la pétitionnaire envisageait sérieusement l'établissement de cette usine à bâtisses et structures multiples, soit dans une municipalité voisine soit dans la cité de Beauharnois où elle détient des lots de terre contigus;

Que la coopération offerte par les autorités municipales et scolaires susmentionnées, en adoptant les résolutions susdites, a contribué grandement à convaincre le pétitionnaire d'établir cette industrie dans les limites de la municipalité de la cité de Beauharnois et de La commission scolaire de cette cité;

Que l'adoption de ces résolutions par la cité et la commission scolaire s'est faite en vue du bénéfice dont elles jouiront si la pétitionnaire y établit et y opère cette industrie qui ne peut que prospérer et y attirer d'autres industries chimiques pouvant utiliser les produits de base qui y seront fabriqués;

Que l'adoption des résolutions susdites a permis à la pétitionnaire de construire dans la province de Québec, une usine de produits chimiques, bien que son marché dans la province ne représente qu'environ vingt pour cent (20%), de sa production, et que le surplus est vendu ailleurs;

the said plant, or not later than the first of January, 1960, and the annual taxes derived therefrom will, in no case be less than one thousand four hundred (\$1,400.00) dollars for each of the first five (5) years, and two thousand one hundred (\$2,100.00) dollars for each of the ensuing five (5) years;

That on the 29th of October, 1958, The school commissioners for the municipality of the city of Beauharnois duly passed a resolution establishing, for the same period and on the same buildings and structures of the petitioner, a fixed valuation, for purposes of school taxation, upon the same basis and with the same restrictions and conditions as those imposed for the city of Beauharnois, save that the annual taxes derived therefrom must not be less than one thousand six hundred (\$1,600.00) dollars for each of the first five (5) years, and two thousand four hundred (\$2,400.00) dollars for each of the ensuing five (5) years;

That, at the time of the passing of the resolutions aforesaid the petitioner was seriously considering the establishment of such plant with numerous buildings and structures either in a neighbouring municipality or in the city of Beauharnois where it owns contiguous lands;

That the cooperation offered by the aforementioned municipal and school authorities, in passing the resolutions above-mentioned, weighed heavily in favour of the petitioner establishing such industry within the limits of the city of Beauharnois and of The school board of such city;

That such resolutions, were passed by the city and the school board in view of the benefit they will experience if the petitioner erects and operates, in their territory, the said industry which cannot fail to prosper and attract other chemical industries able to use the basic chemicals produced therein;

That the passing of the aforesaid resolutions enabled the petitioner to erect in the province of Quebec a chemical plant, although its market in the province accounts for only about twenty per cent (20%) of its output, the balance being sold elsewhere;

Que l'adoption de ces résolutions sont en outre opportunes parce que, durant ces dix (10) années, il y aurait lieu d'éviter des coûteuses estimations de ces bâtisses et structures et les appels possibles de ces évaluations que ces résolutions garantissent à la cité et à la commission scolaire des revenus fixes dont elles pourront disposer en toutes sécurités pour fins d'améliorations;

Que la pétitionnaire de son côté, est aussi raisonnablement assurée quant à ses obligations de contribuables durant ces dix (10) années au cours desquelles elle aura à subir la concurrence d'entreprises des mêmes produits chimiques plus anciennes et établies au Canada et aux États-Unis;

Que la pétitionnaire pour les raisons susdites désire commencer le plus tôt possible à construire les susdites bâtisses et structures et espère commencer la production dès le début de l'année 1960;

Que l'établissement de cette usine apporte à la cité et à la commission scolaire des revenus additionnels dont tous les contribuables bénéficieront;

Que la pétitionnaire possède actuellement tous ses services publics, sauf en ce qui concerne les services d'incendie et de police, et par conséquent, cette nouvelle usine n'apportera aux corps publics aucune charge supplémentaire sauf celles susdites;

Que, vu la loi et les circonstances, il est à propos que ces résolutions soient ratifiées et confirmées;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à la demande de ladite pétitionnaire;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Sont légalisées et validées les résolutions suivantes, savoir:

La résolution du conseil municipal de la cité de Beauharnois, adoptée le 23 octobre 1958, fixant l'évaluation, pour fins d'impositions municipales, des bâtisses et structures imposables de Standard Chemical Limited, dans les limites de cette municipalité pour servir à des fins industrielles et pour une période de dix (10) années à partir de l'entrée en production d'une usine de produits chimiques à construire ou au plus tard le premier

That the passing of such resolutions is furthermore advisable because, as during such ten (10) years, expensive appraisals of such buildings and structures and possible appeals from such valuations will be avoided, and such resolutions will secure to the city and the school board fixed revenues of which they may dispose with complete confidence for the purposes of improvements;

That on the other hand the petitioner has also reasonable assurance of its obligations as a ratepayer during the said ten (10) years when it will have to meet competition from older and established chemical concerns in Canada and United States;

That for the aforesaid reasons, the petitioner wishes to begin as soon as possible erecting the aforesaid buildings and structures, and hopes to commence production in the early part of the year 1960;

That the establishment of such plant will give the city and the school board additional revenues that will benefit all the ratepayers;

That the petitioner now has all its public services, except those relating to fire and police, and consequently such new plant will not increase the demands on public bodies apart from those above mentioned;

That it is expedient, in view of the law and under the circumstances, that the said resolutions be ratified and confirmed;

Whereas it is expedient to grant the prayer of the said petitioner;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The following resolutions are legalized and validated, to wit:

The resolution of the municipal council of the city of Beauharnois, passed on the 23rd of October, 1958, fixing the valuation for municipal tax purposes of the taxable buildings and structures of Standard Chemical Limited, within the limits of the said municipality to be used for industrial purposes and for a period of ten (10) years from the commencement of production of a chemical plant to be erected not later than the first of January,

Résolutions validées.

Resolutions validées.

janvier 1960, tel qu'exposé au préambule de la présente loi.

La résolution de La commission scolaire de la cité de Beauharnois adoptée le 29 octobre, 1958, fixant l'évaluation pour fins d'imposition scolaire des mêmes bâtisses et structures de Standard Chemical Limited, au même montant que l'évaluation pour fins municipales, sous les mêmes restrictions et conditions, sauf, quant au revenu annuel minimum, tel qu'exposé au préambule de la présente loi.

Condi-
tions.

2. Ces commutations sont subordonnées à la marche normale et régulière de ladite usine de produits chimiques, au paiement de gages et salaires équitables, et à l'établissement et au maintien de conditions de travail appropriées.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1960, as set forth in the preamble of this act.

The resolution of The school board of the city of Beauharnois, passed on the 29th of October, 1958, fixing the valuation for school tax purposes of the same buildings and structures of Standard Chemical Limited, at the same amount as the valuation for municipal purposes, subject to the same restrictions and conditions, save as to the minimum annual revenue, as set forth in the preamble of this act.

Condi-
tions.

2. Such commutations are subject to the normal and regular functioning of the said chemical plant, to the payment of fair wages and salaries, and to the establishment and maintenance of proper working conditions.

Coming
into force.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.